

# Des milliards d'euros en échange de milliers de suppressions d'emplois...

La loi du 19 mars 2020, votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale, a accordé 343 milliards (devenus depuis 400 milliards) aux banques et aux capitalistes, dont 300 milliards consacrés à garantir des prêts aux entreprises.

Sur cette base, ce sont plus de 500 000 entreprises qui ont bénéficié de ce dispositif depuis fin mars, pour un montant de 85 milliards.

Renault a ainsi obtenu un prêt de 5 milliards d'euros le 2 juin, alors même que la direction de l'entreprise a annoncé un plan de 4 600 licenciements en France, plan qui menace l'existence de quatre sites.

Le 6 juin, mille manifestants, des travailleurs de Renault (en grève depuis cinq jours) mais aussi de nombreux salariés de différentes usines du Val-de-Marne, se sont rassemblés à Choisy-le-Roi « pour le maintien de l'usine dont la fermeture a été décidée par la direction ».

Alors, oui, il faut interdire les licenciements. C'est une nécessité vitale pour les travailleurs et leurs familles. Et qu'on nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent. Les 400 milliards doivent être restitués pour les besoins de l'emploi, des hôpitaux, de l'école.


C'est le sens de l'appel lancé par le POID qui se mobilise pour l'unité pour l'interdiction des licenciements.

**Le 9 juin, 1 951 signatures ont été recueillies sur l'appel. Signez et faites signer l'appel.**

Rien de doit s'opposer à la réalisation de l'unité de toutes les organisations et à la multiplication des prises de position communes pour l'interdiction des licenciements et le maintien de tous les emplois.

Si vous voulez en savoir plus, lisez toutes les informations concernant le combat contre les plans de licenciements dans *La Tribune des travailleurs*.

Prenez contact avec le POID.



**Communiqué commun pour l'interdiction des licenciements**  
Du PCF 29, POID 29, Ensemble 29 et LFI Brest

« Il y aura des faillites et il y aura des licenciements dans les mois qui viennent », a décrété le ministre de l'Economie Bruno Le Maire. Renault, Air France, Airbus, Naf-Naf, Alinéa, ... aucun secteur n'est épargné par le tsunami des suppressions d'emplois engagé par les capitalistes en se servant de la crise du covid 19, alors qu'ils profitent de près de 400 milliards d'euros versés par les fonds publics et la Sécurité sociale. Nous ne l'acceptons pas.

Un demi-million d'emplois ont déjà été détruits avant même le déconfinement. Intérimaires, « auto-entrepreneurs », salariés précaires ont été les premières victimes à subir de plein fouet cette avalanche. Lors du conseil municipal de début mai, le maire de Brest annonçait d'ailleurs que le taux de **chômage à Brest était passé de 7 à 14%**.

Ces jours-ci, c'est la direction de HOP ! qui annonce 1200 suppressions de postes sur les 2700. « Sans les CRJ de Bombardier, l'avenir s'annonce sombre pour le site de maintenance morlaisien qui regroupe 276 emplois. » On s'attend clairement à une **fermeture du site de Morlaix** dit le secrétaire du CSE. » (le Télégramme du 28 mai).

Pour tous les travailleurs, pour les familles qui ne parviennent pas à faire face aux dépenses alimentaires, pour les jeunes privés d'école et d'apprentissage, la perspective de ces licenciements massifs est une catastrophe.

Chaque parti a son point de vue sur la situation. Cependant, nous estimons que la gravité de la situation appelle à une mobilisation de tous en faveur de l'annulation des plans de suppressions d'emplois à commencer par celui de Morlaix et pour l'adoption d'une loi interdisant les licenciements collectifs sous toutes ses formes. »

Brest, le 4 juin 2020

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

A retourner à : [poidemocratique@orange.fr](mailto:poidemocratique@orange.fr) ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.